



La Serbie ambivalente et fidèle

Arta Seiti | Chercheur, balkanologue.

La visite de Vladimir Poutine en Serbie acquiert une signification géopolitique éminente dans le contexte international actuel, placée sous le signe d'un dispositif commémoratif de grande ampleur. Chacun voit bien que cette visite est l'occasion pour Moscou de rappeler l'importance décisive que revêt cette alliance historique privilégiée. En invoquant les liens de l'histoire, des guerres balkaniques à la lutte contre les fascismes européens, mais aussi les liens civilisationnels, culturels et spirituels consacrés par l'orthodoxie, le Président russe parle évidemment du présent.

À l'évidence, la loyauté de Belgrade à l'égard de Moscou est acquise dans un contexte marqué par le regain des tensions survenues entre l'Occident et le Kremlin à l'occasion de la crise ukrainienne et cela, en dépit du cours pro-européen fortement marqué des dirigeants serbes. On l'a vu lors du débat relatif à la situation de la Crimée, la Serbie n'a pas condamné ce que l'Occident dénonçait comme une annexion et cette position a été confirmée lors des différentes vagues de sanctions contre la Russie auxquelles Belgrade ne s'est pas associée tout en affirmant nécessaire le maintien de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En retour, le soutien de Moscou au dossier concernant le Kosovo demeure indéfectiblement acquise.

Pour le reste, la grande question qui se pose est en fait où va la Serbie dans cette conjoncture où son aspiration européenne pourrait apparaître en contradiction avec sa fidélité à l'égard de Moscou ?

Elle est engagée dans un processus d'adhésion à l'Union européenne qui, rappelons-le, a débuté avant le déclenchement de la crise ukrainienne. La Serbie, à travers le compromis noué avec Pristina autour des enjeux relatifs à la minorité serbe du Kosovo a fait montre d'une certaine capacité d'ouverture. Néanmoins, elle est confrontée à une crise sociale et économique d'une très grande ampleur qui appelle des réponses pragmatiques, qu'il s'agisse des projets d'infrastructures, d'investissements et de développement.

Dans ce contexte, le dossier *South Stream* constitue un enjeu central qui l'associe durablement à la Russie. C'est la seule opportunité tangible à moyen terme pour redynamiser son économie et créer des emplois durables. Ce dossier est aujourd'hui l'objet d'un bras de fer entre Gazprom et la Commission qui en a remis en cause l'opportunité au motif que les accords noués entre le Géant gazier et certains



membres de l'Union européenne ou candidats sont en contradiction avec les principes du « paquet énergie » pourtant postérieurs aux accords souscrits par des États souverains. C'est un point central du débat, où la Serbie peut jouer aux côtés d'autres États impliqués par le tracé de *South Stream* un rôle charnière entre l'Union européenne et Moscou, en considérant que certains États européens comme la France, l'Italie, l'Allemagne pourraient opter pour un assouplissement dans la négociation.

Au fond, pour répondre à la question, à supposer que la Serbie se trouvât tiraillée entre l'UE et son alliance avec Moscou, elle pourrait faire de cette difficulté, de ce point de fragilité un atout tactique, en tant qu'État intermédiaire en se positionnant comme un pont permettant dans la mesure du possible de reconnecter l'Union européenne et, donc, de toute une partie du continent européen avec Moscou. Elle peut le faire sur des dossiers concrets, de manière pragmatique. Ce dossier énergétique lui fournit une occasion à laquelle elle aspire.

Plus fondamentalement, la perspective d'adhésion à l'UE ne vaut pas date immédiate d'adhésion. Beaucoup d'événements peuvent affecter d'ici là les équilibres géopolitiques, y compris sur le plan européen. Un élément clé réside sur le fait qu'elle est dans la région des Balkans un des États non membre de l'Otan. Cette singularité lui confère une certaine indépendance stratégique qu'elle pourrait mettre à profit afin d'œuvrer ensemble, avec ses voisins, au développement, à la stabilité et à la sécurité régionale, dans un contexte géopolitique où les multiples menaces pourraient aller en s'exacerbant.

De même, la Serbie dispose d'une certaine liberté de mouvement tant en direction de la Turquie que vers des investisseurs extérieurs se trouvant être aussi des acteurs géopolitiques décisifs pour l'avenir, à l'instar de la Chine.

*

**

Le faste des cérémonies qui viennent de se dérouler à Belgrade en présence de Vladimir Poutine a été l'occasion de redonner au patriotisme serbe une certaine magnificence symbolique. Placée sous le signe des combats victorieux contre le fascisme, cette journée a consacré la force d'une amitié historique entre la Russie et la Serbie qui acquiert ainsi une certaine prééminence.

Pour autant, la Serbie poursuivra selon toute vraisemblance son cours vers l'Union européenne sans en rabattre sur son alliance avec le frère slave qui est aussi synonyme d'investissements et de soutien sonnante et trébuchant. Qu'il en résulte des tensions avec l'UE et en particulier avec les États les plus engagés dans la solidarité atlantiste, c'est fort probable. Mais cette position singulière, ambivalente, peut être sur le terrain diplomatique un atout inattendu faisant de la Serbie un pont d'intersection et de recomposition des équilibres de l'Europe du Sud-Est au sein d'un échiquier géopolitique en proie à de profonds remaniements.